



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFET DU NORD**

Secrétariat général  
de la préfecture du Nord

Direction  
des politiques publiques

Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

Réf : DiPP-Bicpe/EC

**Arrêté préfectoral complémentaire modifiant les  
conditions de post-exploitation par la Société BORAX  
FRANCAIS du dépôt de borogypse situé à HERZEELE**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais  
Préfet du Nord  
Officier de la légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment l'article R.512-39-4;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1990 autorisant la S.C.I Le Manoir à exploiter une décharge de déchets industriels provenant d'installations classées dans son ancienne carrière d'argile à HERZEELE ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 1999 imposant des prescriptions complémentaires à la SCI Le manoir pour le suivi post-exploitation de la décharge de borogypse d'HERZEELE, et notamment la mise en place d'une surveillance des eaux souterraines et superficielles ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 février 2003 imposant des prescriptions complémentaires à la SCI Le manoir pour le suivi post-exploitation de la décharge de borogypse d'HERZEELE, et notamment la poursuite de la surveillance des eaux ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 avril 2006 imposant à la SCI Le manoir des prescriptions complémentaires visant à réduire l'impact du dépôt de borogypse situé à HERZEELE ;

Vu le jugement du Tribunal Administratif de Lille en date du 03 avril 2008 annulant l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 avril 2006 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 03 septembre 2009 donnant acte à la société BORAX Français de la reprise d'exploitation de la décharge de déchets industriels de borogypse située à HERZEELE ;

Vu le dossier transmis par l'exploitant suite à la réalisation des travaux de remise en état du site, comportant notamment les résultats des analyses réalisées sur les prélèvements d'eaux superficielles et souterraines ;

Vu le procès-verbal de récolement en date du 22 août 2011 établi par l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement suite à sa visite du site le 17 août 2011 ;

Vu la demande adressée par l'exploitant à Monsieur le Préfet du Nord en date du 28 septembre 2011, afin de modifier les conditions de réalisation de la surveillance des eaux superficielles et souterraines au droit et en aval du site d'HERZEELE ;

Vu le rapport en date du 02 août 2012 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement duquel il résulte la nécessité de modifier l'arrêté du 12 février 2003 susvisé ;

Vu le courrier de l'inspection du 30 septembre 2011 qui a proposé un projet d'arrêté préfectoral;

Vu les courriers de l'industriel des 10 octobre 2011 et 16 juillet 2012 en réponse;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 18 septembre 2012 ;

Considérant que la décharge de borogypse d'Herzeele exploitée par la SCI Le Manoir, à laquelle s'est régulièrement substituée la société BORAX Français, a été remise en état;

Considérant que la surveillance des eaux superficielles et souterraines était initialement prescrite par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 15 avril 1999 et du 12 février 2003;

Considérant que l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 avril 2006 a fixé des valeurs limites pour la concentration en bore et en arsenic dans le rejet d'eau superficielle et a modifié les conditions de réalisation de la surveillance des eaux souterraines en précisant le nombre l'emplacement des prélèvements à réaliser, en réduisant les paramètres à analyser à l'arsenic et au bore et en abrogeant les articles 2 et 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 février 2003;

Considérant qu'en annulant l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 avril 2003 par son jugement du 03 avril 2008, le tribunal administratif de Lille, a rétabli les modalités antérieures de la surveillance des eaux souterraines et superficielles à savoir les articles 2 et 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 février 2003;

Considérant que l'exploitant propose notamment de poursuivre la surveillance semestrielle des eaux sur une durée minimale de 4 ans à partir de l'achèvement des travaux ;

Considérant que les modalités de surveillance proposées par l'exploitant (surveillance des 4 points de rejets d'eaux superficielles et de la mare M2 et surveillance des eaux souterraines au moyen d'un réseau existant de 5 piézomètres, analyse de la concentration en bore et en arsenic dans tous les échantillons) permettront de mesurer l'impact du site sur la qualité des eaux superficielles et souterraines ;

Considérant toutefois, qu'il convient de poursuivre la surveillance de la qualité de l'eau des étangs (dits étang droit et étang gauche) dont la concentration en bore a augmenté suite aux travaux;

Considérant que l'article R.512-39-4 du code de l'environnement prévoit qu'« A tout moment, même après la remise en état du site, le préfet peut imposer à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R.512-31, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1. »

Considérant qu'il convient donc :

- d'abroger les articles 2 et 3 de l'arrêté du 12 février 2003 qui ont été rétablis par le jugement du Tribunal Administratif;
- de fixer les nouvelles modalités de surveillance des eaux superficielles et souterraines;
- de fixer les modalités et les valeurs limites de rejet pour les eaux superficielles;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> - Objet

La société Borax Français, dont le siège social se situe BP 59 - Route de Bourbourg à Coudekerque-Branche (59411) est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour le dépôt de borogypse situé à Herzeele rue de la Briqueterie.

### Article 2 : Abrogation

- Les articles 2 et 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 février 2003 susvisé sont abrogés.

### Article 3 : Surveillance des eaux souterraines

Dès la notification du présent arrêté, l'exploitant poursuit la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit et en aval du dépôt de borogypse d'Herzeele.

Les paramètres à analyser, la fréquence des prélèvements et leur localisation sont indiqués dans le tableau suivant :

piézomètres	paramètres	fréquence
PZ1	Arsenic, Bore	semestrielle
PZ2	Arsenic, Bore	semestrielle
PZ3	Arsenic, Bore	semestrielle
PZ6	Arsenic, Bore	semestrielle
PZ7	Arsenic, Bore	semestrielle

L'emplacement des piézomètres est repris sur le plan annexé au présent arrêté.

Les échantillonnages des eaux souterraines sont réalisés conformément aux recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31-615 ou aux règles de l'art définies dans un document normatif ultérieur, en tout état de cause :

- après une purge minimum de trois fois le volume d'eau contenu dans les piézomètres ;
- après stabilisation des paramètres température et conductivité.

Les analyses sont réalisées exclusivement par un laboratoire accrédité COFRAC ou équivalent pour les paramètres considérés.

### Article 4 : Surveillance des eaux superficielles

Dès la notification du présent arrêté, l'exploitant poursuit la surveillance de la qualité des eaux superficielles et des rejets d'eau de ruissellement au droit et en aval du dépôt de borogypse d'Herzeele.

Les paramètres à analyser, la fréquence des prélèvements et leur localisation sont indiqués dans le tableau suivant :

points de prélèvements	paramètres	fréquence
R1	Arsenic, Bore	semestrielle
R2 bis	Arsenic, Bore	semestrielle
R3	Arsenic, Bore	semestrielle
R4	Arsenic, Bore	semestrielle
Mare M2	Arsenic, Bore	semestrielle
Echantillon commun aux étangs ED et EG	Arsenic, Bore	semestrielle

L'emplacement des point de prélèvement est repris sur le plan annexé au présent arrêté.

Les échantillonnages d'eau superficielles sont établis suivant les normes en vigueur, à défaut suivant l'état de l'art.

Les analyses sont réalisées exclusivement dans un laboratoire certifié COFRAC ou équivalent pour les paramètres considérés.

Lors de chaque campagne de prélèvement, le niveau d'eau sera mesuré dans la tranchée de résurgence au nord du site.

#### Article 5 : Transmission des résultats

Les résultats des analyses réalisées en application des articles 3 et 4 du présent arrêté sont transmis dans le mois qui suit leur réalisation, en double exemplaire, à Monsieur le Préfet du Nord. Ces résultats seront commentés.

Le rapport devra notamment indiquer le niveau d'eau mesuré dans chaque piézomètre et le sens d'écoulement des eaux souterraines.

#### Article 6 : Bilan quadriennal

Tous les 4 ans, l'exploitant établit et transmet à Monsieur le Préfet du Nord un bilan de la surveillance réalisée en application des articles 3 et 4 du présent arrêté. Ce bilan pourra, le cas échéant, être accompagné de propositions de modification des modalités de la surveillance.

Le premier bilan quadriennal sera transmis à Monsieur le Préfet du Nord après la réalisation de la seconde campagne de l'année 2013, dont il intégrera les résultats.

#### Article 7 : Valeurs limite de rejet des eaux superficielles

L'ensemble des eaux de ruissellement (rejets R1, R2bis, R3 et R4) ne peuvent être rejetées dans l'environnement que si leurs teneurs en arsenic en bore sont inférieures aux valeurs suivantes :

- arsenic : 50 µg/l
- bore : 5 mg/l

Dans le cas contraire, les eaux doivent être traitées afin de satisfaire à ces critères ou gérées en tant que déchets dans une installation dûment autorisée à cet effet.

#### Article 8 : Sanctions

Indépendamment des sanctions pénales, le non-respect des prescriptions du présent arrêté entraînera la prise des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

#### Article 9 : délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Ce délai est, le cas échéant, prolongé de six mois à compter de la mise en activité de l'installation.

Article 10 : Exécution et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le Sous-Préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- Maire d'HERZEELE ,
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie d'HERZEELE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie d'HERZEELE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant, ainsi que sur le site internet de la Préfecture du Nord ([www.nord.gouv.fr](http://www.nord.gouv.fr)- rubrique Annonces et Avis – Installations classées – Autres installations classées – Arrêtés complémentaires).

Fait à Lille, le

02 NOV. 2012.

Le préfet,

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général adjoint



Eric AZOULAY

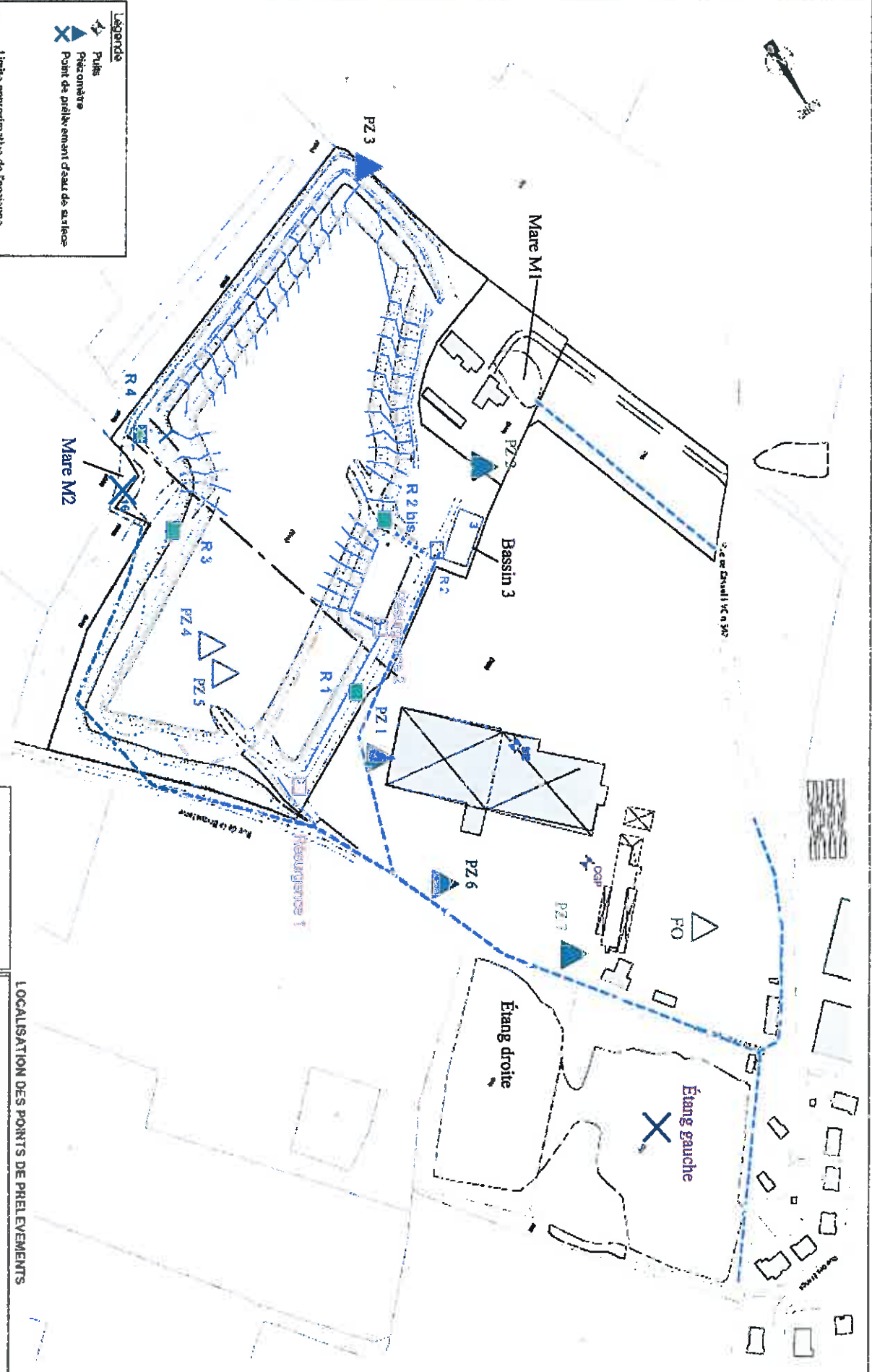


PJ : une annexe





- Légende**
- Puits
  - Pécémètre
  - Point de prélèvement d'eau de surface
  - Limite approximative de l'extension argilée
  - Réseau EP
  - Drain
  - collecteur pluvieux



LOCALISATION DES POINTS DE PRELEVEMENTS

